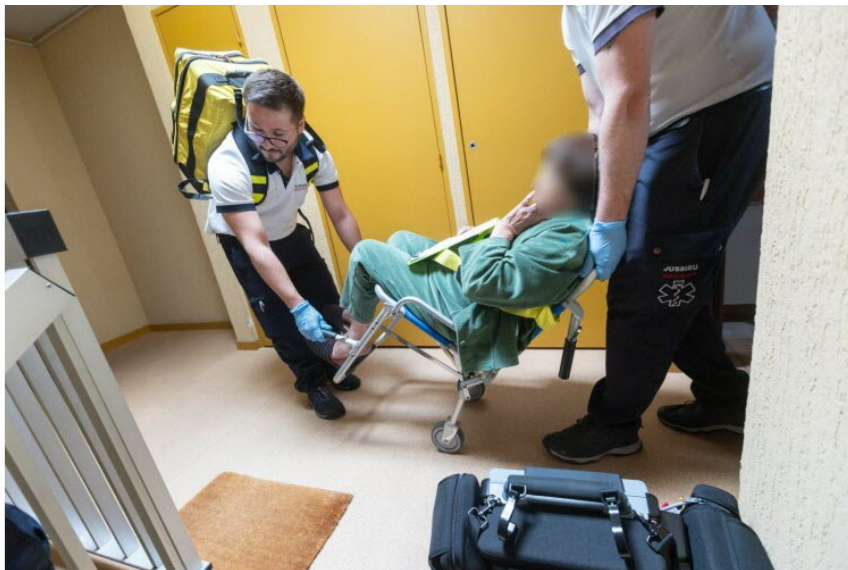


Santé. Ambulanciers au secours des urgences : ça coince encore dans la Drôme

Alors que les ambulanciers de la Drôme sont à petits pas formés à de nouveaux gestes pour aider à désengorger les urgences et contribuer à une meilleure reconnaissance de la profession, on a passé une matinée en immersion dans une entreprise de transport sanitaire à Valence.



Dans un appartement de Bourg-lès-Valence, ce vendredi 10 mai, deux ambulanciers de l'entreprise de transport sanitaire valentinoise Jussieu secours s'affairent autour d'une patiente âgée de 89 ans, en état de quasi-sidération après avoir passé la nuit au sol.

L'intervention a lieu après une alerte donnée par le Samu. Pour la mener à bien, les professionnels utilisent beaucoup de pédagogie, et un matériel appelé moniteur multiparamétrique de transport.

Derrière ce nom un peu barbare se trouve l'élargissement des gestes de soins des ambulanciers, acté par décret en avril 2022.

Des gestes qui peuvent aller de l'établissement d'un bilan comportant la pression artérielle et la température à la vérification de l'activité du cœur en passant par le recueil du taux de saturation en oxygène.

« Bientôt, au lieu de passer par le téléphone, les données relatives à ces gestes seront directement communiquées par télétransmission au médecin régulateur du Samu, à l'autre bout de la chaîne », précise Alexandre Klimeck, l'un des ambulanciers envoyés sur place.

Ce nouveau fonctionnement contribue à « une meilleure reconnaissance de la profession, grande oubliée de la Covid-19, et permet d'éviter les situations où la personne va à l'hôpital mais n'en a pas vraiment besoin », souligne Mickaël Mariller, cadre ambulancier à Jussieu secours.

« Faciliter le travail des médecins le plus possible »

Et d'ajouter : « On n'a pas l'intention de se substituer aux médecins qui, *in fine*, décident si le patient doit être transporté à l'hôpital ou pas. L'objectif est plutôt de leur faciliter le travail le plus possible. »

Si les ambulanciers, premiers maillons de la chaîne médicale, accueillent positivement de nouvelles prérogatives, ils déplorent une mise en pratique timorée dans la Drôme.

« Dans le Vaucluse, quatre ambulances réalisent déjà des électrocardiogrammes pour le Samu 84, remarque Mickaël Mariller. Chez nous, il n'y en a pas. »

« Ces nouvelles données ne reçoivent pas l'accueil qu'elles devraient recevoir »

Pour cause, côté formation, l'entreprise Jussieu secours est la première à avoir engagé une démarche pour former ses salariés. Sur ses 126 ambulanciers répartis à Crest, Montélimar, Saint-Vallier et Valence, 22 ont participé à un cycle de formation.

« Le reste de nos employés devrait suivre d'ici la fin de l'année », précise Christian Astier, président de Jussieu secours. Celui qui est aussi vice-président de l'association des transports sanitaires d'urgence de la Drôme (Atsu) d'ajouter : « Même si la formation dure 21 heures, je peux comprendre que certaines entreprises, plus petites et à flux tendus, n'arrivent pas à trouver du temps. »

Du côté des relations entre Samu ou service départemental d'incendie et de secours (Sdis) et prestataires privés, ça coince aussi, aux dires des professionnels de santé.

« Ces nouvelles données ne reçoivent pas l'accueil qu'elles devraient recevoir, précise Mickaël Mariller. Pour tout ce qui est télétransmission, on avance très peu par exemple. »

Malgré plusieurs demandes de prises de rendez-vous avec la direction des urgences à l'hôpital de Valence, « on n'a encore rien contractualisé ».

Pour les ambulanciers du secteur privé, la situation est très dommageable alors qu'« [aujourd'hui, on a tous les outils pour bien faire : ambulances et brancards pour transporter les personnes obèses](#), matériel médical, formations accessibles... » reprend le cadre ambulancier.

Pour que les choses bougent, l'entente et l'acceptation de tous les maillons de la chaîne sont indispensables. Malgré tout, les ambulanciers ont bon espoir « que la situation se débloque, conclut Mickaël Mariller. On ne désespère pas ! »



" Vis ma vie: des députés dans la peau des ambulanciers

En mars dernier, pour répondre au déficit public français, Bruno Le Maire déclarait vouloir faire des économies sur le transport sanitaire.

La Chambre nationale des services d'ambulances ([CNSA](#)) réagissait en lançant une opération d'envergure le 8 avril, intitulée " Vis ma vie d'ambulancier.

Elle proposait ainsi aux élus et aux médias locaux d'être accueillis au sein des entreprises de transport pour montrer ce qu'il se passe sur le terrain.

Depuis un mois, une trentaine de députés en France ont joué le jeu, enfilé la blouse et accompagné les professionnels de santé pendant quelques heures.

Dans la Drôme, la députée Mireille Clapot (" En commun, de la majorité présidentielle) a emboîté le pas de ses pairs ce vendredi 10 mai. Elle a été accueillie par la société de transport sanitaire Jussieu secours, basée à Valence.

«Les ambulanciers souffrent encore d'être mal connus »

«Les ambulanciers souffrent encore d'être mal connus alors qu'ils sont de plus en plus sollicités, dans un contexte de baisse des temps d'hospitalisation et du nombre de médecins traitants», souligne la parlementaire après quelques heures passées en immersion.

Concernant les dépenses liées au transport sanitaire, l'élue pense «qu'on peut tout de même optimiser les dépenses publiques avec la mise en place de covoiturage par exemple».

Et de reconnaître certaines limites. «C'est sûr qu'il y a des situations d'urgence où la mise en place du covoiturage paraît compliquée.»

T.B.



En Ardèche, pompiers, Samu et ambulanciers privés prennent les appels côte à côte

Le secret de la réussite ardéchoise en matière de gestion de la prise en charge réside dans la proximité. «Depuis très

longtemps, le service départemental d'incendie et de secours de l'Ardèche (Sdis 07) et le Samu sont rassemblés sur une plateforme unique, et ont des logiciels en commun. Donc la réception des appels au 18, au 112 et au 15 se fait dans la même salle», explique Sylvain Saurel, commandant et chef du service mise en oeuvre opérationnelle.

Une proximité essentielle à laquelle se joint, chaque jour de semaine, la coordination des ambulanciers privés pour un regroupement optimal.

«Sans ça, nous ne pourrions pas répondre à toutes les demandes, particulièrement lors des périodes de forts afflux touristiques», commente le commandant, qui accueillerait également volontiers les coordinateurs des gendarmes et des policiers, comme cela se fait dans certains pays anglo-saxons. «La prise d'appel devrait être unique sur tous les numéros d'urgence», commente le pompier.

L'intérêt principal, pour les pompiers, est de pouvoir répartir les missions au mieux et conserver celles qui leur sont plus spécifiques. «Il reste encore des progrès à faire», termine tout de même le commandant.

Pierre Brunet